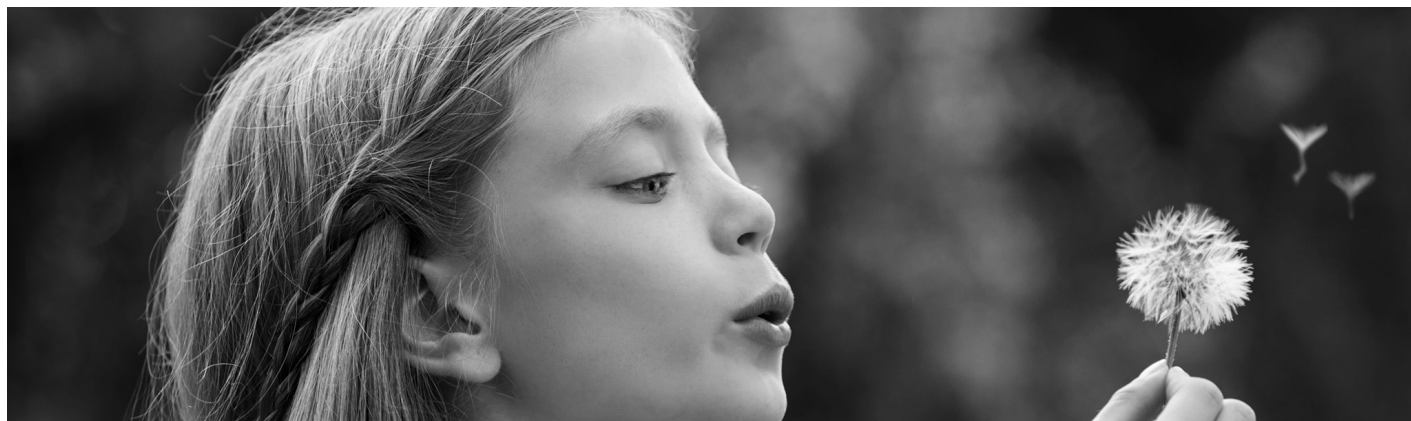


nov'ACTU

votre actualité économique et financière by novAM Office Patrimonial



L'économie du Vieux-Continent toujours aussi bien orientée...

Alors que l'attention des investisseurs était en cette fin de semaine tournée vers la Banque Centrale Européenne (cf. point 3), l'actualité financière récente a déjà apporté son lot de bonnes nouvelles.

Alors que la propagation du variant Delta est évidente, la résilience se confirme chaque jour un peu plus au sein de l'Euroland. Le succès de la campagne vaccinale permet en effet d'écartier toute perspective de mesures strictes pour endiguer l'épidémie. Porté par la consommation et la réouverture des économies, le PIB de la zone euro a par ailleurs été révisé en hausse sur le deuxième trimestre ! La croissance sur la période a en effet été revue de +2% à +2,2% par rapport au premier trimestre.

Comme un signe du retour à meilleur fortune de la conjoncture économique, la croissance du PIB sur un an atteint 14,3%, ce qui permet tout de même au PIB de revenir seulement 2.5% en deçà de son niveau pré-crise (2019) ! « Last but not least », la contribution de la consommation des ménages à la croissance sur le trimestre a été très positive (+1,9%). Viennent ensuite les contributions de la dépense publique (+0,3%) et de l'investissement (+0,2%). Et l'Hexagone dans tout ça ?

L'INSEE partage l'optimisme des analystes!

Dans sa traditionnelle note conjoncturelle sur la France, l'INSEE laisse penser que la France contribue nettement au tableau idyllique dressé dans le point précédent.

Lors de la période estivale, l'activité a intensifié son rattrapage. Mieux, le PIB français est lui revenu 1% en dessous de son niveau d'avant-crise !

Les observateurs les plus alarmistes qui prévoyaient un coup d'arrêt dû à la mise en place du pass sanitaire peuvent déjà revoir leur copie, tant les secteurs les plus exposés (transports, loisirs, restauration) semblent avoir tiré leur épingle du jeu en cette période estivale.

Toutes choses égales par ailleurs, le PIB français devrait donc selon l'institution retrouver son niveau pré-crise avant la fin de l'année civile, dans la lignée des prévisions gouvernementales (à la faveur d'une croissance de 6,25% en 2021).

La rentrée de la Banque Centrale Européenne

A l'instar de son homologue américain, le conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé ce jour son intention future de réduire la voilure des mesures de soutien à l'économie du Vieux Continent.

Dans un discours pour le moins prudent, Christine Lagarde a insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas pour autant d'un arrêt du PEPP, dont les montants « seront recalibrés pour continuer à garantir de bonnes conditions de financement ».

Alors que l'inflation de la zone euro pour l'année 2021 est attendue à 2,2% (une poussée qualifiée de temporaire par Christine Lagarde), le moment semble donc opportun pour ajuster la politique monétaire afin d'éviter un emballement trop marqué de l'inflation.

Alors que cette décision n'a pas surpris les investisseurs, l'exercice périlleux semble pourtant avoir été maîtrisé par la présidente de l'institution financière puisque les marchés actions du Vieux Continent ont terminé la journée sur une hausse (après avoir ouvert en territoire négatif).

La monnaie commune n'a pas non plus été chahutée à la suite de ces annonces et reste légèrement au-dessus de 1,18 contre le dollar américain à l'heure où nous écrivons ces lignes.



Pendant ce temps outre-Atlantique...

Les discussions, bien qu'interminables, se poursuivent pour parvenir à un consensus sur le plan de relance budgétaire.

Le débat tourne toujours autour des mêmes points d'achoppement au sein du parti démocrate, entre un camp progressiste qui défend l'enveloppe la plus large possible et les plus centristes qui souhaitent limiter les hausses d'impôts sans s'opposer pour autant à la nécessité d'un plan de relance.

Le locataire de la Maison Blanche a indiqué sa volonté d'entamer une discussion avec Joe Manchin pour parvenir à un dénouement. Il se murmure dans les milieux autorisés que le montant initialement proposé par Joe Biden pourrait être amputé de moitié pour parvenir à un consensus, ce qui n'est finalement pas une surprise... Ni une déception éventuelle pour les investisseurs !

La combinaison de ce plan de relance avec les 1 200 milliards de dollars du plan infrastructure représente déjà un soutien colossal à une économie américaine déjà bien lancée sur la voie de la reprise. Le soutien additionnel pourrait en effet représenter près de 10% du PIB américain !

Nul doute que le Congrès devrait par ailleurs (et comme il en a l'habitude) relever le plafond de la dette cette année, malgré la communication un brin anxigène de Janet Yellen sur le sujet !

Sources : WiseAM, Le Figaro, INSEE, Europe 1, Boursorama, 20 Minutes, Bourse Direct, Capital
Achévé de rédiger le 09/09/2021